



L'actualité des 15 derniers jours réservée aux abonnés de Moniteur Juris

30/03/2023



PRATIQUE

Rendez-Vous Expert Moniteur Juris - Acquérir des biens issus du réemploi ou de la réutilisation - Conseils pratiques

Nous avons le plaisir de vous inviter jeudi 6 avril, à partir de 14h30. Depuis le 1er janvier 2021, les textes imposent aux acheteurs publics d'acquérir des biens issus du réemploi et de la réutilisation, dans certaines proportions et pour certaines catégories d'achats. Pour les acheteurs concernés, ces nouvelles obligations, et, plus généralement, la [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Communication de documents et atteinte au secret des affaires

Le conseil de Paris a attribué à la société C. une concession de services relative à la conception, la fabrication, la pose, l'entretien, la maintenance et l'exploitation de mobiliers urbains d'information à caractère général ou local supportant de la publicité. La société M., qui s'était portée candidate pour l'attribution [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Analyse d'une offre anormalement basse

Une communauté d'agglomération a, en qualité d'entité adjudicatrice, lancé une consultation en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande, d'une durée de cinq ans, comportant trois lots, pour la réalisation de travaux d'extension, de réhabilitation et de réparation des réseaux d'assainissement ainsi que des travaux de [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Les candidats à l'attribution d'une concession doivent bénéficier d'une information suffisante

Un préfet a accordé à une commune une concession de plage pour une durée de douze ans à compter du 1er janvier 2019. La commune a engagé une procédure de mise en concurrence en vue de l'attribution de trente traités de sous-concession du service public balnéaire sur cette plage. Le TA a rejeté la demande de la société L. tendant à ce [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Modification unilatérale d'une clause affectée d'une irrégularité

Un syndicat intercommunal a modifié unilatéralement les trois conventions concédant la distribution d'électricité à la société E. Le préfet de Paris a demandé au juge des référés de suspendre l'exécution de ces délibérations. Le juge des référés a fait droit [...]

[Lire la suite](#)



PUBLICATION

Tout savoir sur... les offres anormalement basses

L'examen des offres est l'un des moments clés de la procédure de passation, et notamment en faisant apparaître certains défauts des offres. Certaines d'entre elles peuvent avoir un caractère anormalement bas.

Pour tout savoir sur ces offres anormalement basses, [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Désordres de nature à engager la responsabilité décennale des constructeurs

Un OPH a décidé en 2009 de réaliser un ensemble immobilier. La maîtrise d'œuvre de cette opération a été confiée à un groupement d'entreprises, composé notamment de l'atelier d'architecture L., ayant la qualité de mandataire. Les travaux, divisés en plusieurs lots, ont débuté en [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Difficultés rencontrées dans l'exécution d'un marché à forfait

Un centre hospitalier a entrepris des travaux de modernisation de l'hôpital. Selon le règlement de consultation, les travaux comportaient une tranche unique avec trois phases distinctes. La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée au groupement composé de la société V., mandataire, et du bureau d'études techniques J. aux droits duquel est [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Modalités d'application de la garantie décennale et de la responsabilité quasi délictuelle

Un département a confié à la société d'architectes C. et au bureau d'études O., aux droits duquel vient la société E., la maîtrise d'œuvre d'une opération de construction de l'immeuble des archives départementales. Par contrat du même jour elle en a confié la construction au groupement d'entreprises L... Le contrôle [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Marché de substitution et observations de l'entreprise défaillante

Une régie des eaux (EPIC), a confié à la société L., pour une durée d'un an reconductible deux fois, le traitement des boues produites. Après exécution de ce marché, la régie a, le 6 mars 2019, émis un titre exécutoire n° 4 en vue du recouvrement d'une somme de 170 754 euros correspondant, selon elle, à des frais de transport des [...]

[Lire la suite](#)



PUBLICATION

Tout savoir sur... la garantie décennale

La garantie décennale a pour objet de « garantir » pendant dix ans, après la réception des ouvrages achevés, le maître de l'ouvrage propriétaire contre les conséquences de certains désordres. Pour tout savoir sur la garantie décennale, [...]

[Lire la suite](#)



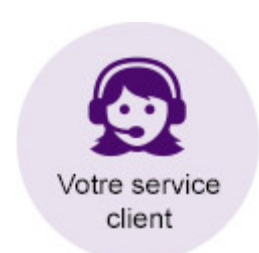
JURISPRUDENCE

Absence de motivation d'une décision rejetant une offre

Une communauté de communes a engagé la passation d'un marché public selon la procédure adaptée portant sur les travaux relatifs à la création de passerelles dans le cadre de travaux connexes à la voie verte. La société T. dont l'offre a été rejetée, a saisi le juge du référé précontractuel afin, notamment, de [...]

[Lire la suite](#)

Toute la veille des 6 derniers mois





L'actualité des 15 derniers jours réservée aux abonnés de Moniteur Juris

30/03/2023



PRATIQUE

Sécheresse : le Pays de Fayence, dans le Var, gèle les autorisations d'urbanisme

Par Christiane Wanaverbecq (Bureau de Marseille du Moniteur), le 16 mars 2023, lemoniteur.fr

Les maires de la communauté de communes du Pays de Fayence, dans le Var, ont pris une décision inédite en instaurant une « pause de l'urbanisme » pour ne pas risquer de ne plus pouvoir fournir d'eau aux nouveaux arrivants. Décidée en concertation avec les services de l'Etat [...]

[Lire la suite](#)



TEXTE OFFICIEL

Décret n° 2023-195 du 22 mars 2023 portant diverses mesures relatives aux destinations et sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu

Le décret n° 2023-195 du 22 mars 2023, publié au JO du 24 mars 2023, vient adapter le contenu prévu par le Code de l'urbanisme en matière de destination des constructions.

Ce texte modifie le [Code de l'urbanisme](#), notamment ses [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Les dark stores sont bien des entrepôts

Par Sophie d'Auzon, le 23 mars 2023, lemoniteur.fr

[Edit du 24 mars : l'arrêté faisant entrer expressément les dark stores dans la sous-destination entrepôts a été publié au "JO" le 24 mars, au lendemain de la décision du Conseil d'Etat. Il énonce que "La sous-destination "entrepôt" recouvre les constructions [...]

[Lire la suite](#)



JURISPRUDENCE

Le pouvoir d'astreinte peut s'exercer jusqu'à la démolition

Par Arthur Gayet et Manon Roulette, avocats, cabinet Seban, le 24 mars 2023, lemoniteur.fr

La création de la procédure d'astreinte administrative - par l'article 48 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dite « Engagement et proximité » - a doté le maire [...]

[Lire la suite](#)



TEXTE OFFICIEL

La liste des destinations et sous-destinations clarifiée

Par Sandrine Pheulpin, le 27 mars 2023, lemoniteur.fr

Outre la question du statut des « dark stores » et « dark kitchens », le décret et l'arrêté parus au « JO » du 24 mars 2023 procèdent à un toilettage de la liste de plusieurs autres destinations et sous-destinations pouvant être réglementées par les PLU.

Eviter toute [...]

[Lire la suite](#)

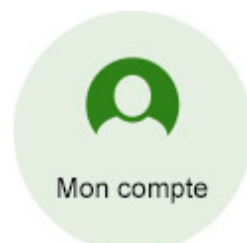
[Toute la veille des 6 derniers mois](#)



Votre service client



Voir le didacticiel



Mon compte



F.A.Q.